

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21935 - 81ÈME ANNÉE

La ministre des Outre-mer Naïma Moutchou à La Réunion :

Des millions pour étouffer la révolte qui couve chez le patronat, toujours rien pour les classes populaires



La visite de Naïma Moutchou aura au moins le mérite de lever le doute : quand un ambassadeur de Paris vient dans notre pays, ce n'est jamais pour répondre aux urgences sociales, mais pour rassurer le patronat afin de compter sur l'aide de cette classe. Ce vendredi 28 novembre, en préfecture, la ministre a confirmé l'abandon du projet de réforme de la LODEOM, ces exonérations massives de cotisations patronales qui privent la Sécurité sociale de recettes mais garantissent au patronat local une tranquillité budgétaire. Pas de coup de

rabot, donc. Le statu quo.

Un « combat gagné », s'exclame même la présidente du MEDEF Réunion, Katy Hoarau, ravie que le gouvernement plie face à la pression patronale. Pendant ce temps, aucun mot pour les travailleuses et travailleurs qui subissent la vie chère, les salaires bloqués, l'insécurité, l'explosion des prix de l'alimentation, du logement, du transport. Paris salue la « compétitivité », jamais la dignité.

Et ce n'est pas fini : la ministre promet désormais un travail « d'évaluation » territoire par territoire. On connaît la chanson. Des études, des rapports, des diagnostics... qui finissent toujours par justifier le maintien des cadeaux fiscaux, au nom d'un développement économique qui ne se traduit jamais dans le quotidien des familles populaires. Même le MEDEF reconnaît que ces exonérations créent des « trappes à bas salaires ». Mais plutôt que de relever les rémunérations, le gouvernement préfère consolider les marges des entreprises.

Systeme néocolonial basé sur la dépendance et les profits privés

Dans le même esprit, la ministre annonce aussi une exonération du malus écologique pour les pays comme La Réunion, réclamée par le Syndicat des importateurs. Là encore, on répond aux demandes du patronat et de la classe privilégiée par le système néocolonial qui la dote d'un pouvoir d'achat suffisant pour acheter de gros véhicules importés polluants — jamais à celles des citoyennes et citoyens qui respirent un air pollué, faute d'alternatives de transport accessibles, faute d'infrastructures publiques que Paris refuse de financer depuis des décennies.

Quand un représentant du lobby du tout-automobile explique que le modèle français ne peut s'appliquer tel quel ici, il a raison. Mais c'est oublier que l'absence d'infrastructures, d'usines de recyclage de batteries, de transports publics performants est d'abord le résultat de choix politiques. On déresponsabilise Paris pour mieux se féliciter de déroger aux règles nationales.

La ministre affirme vouloir « plaider pour les Outremer ». Dans les faits, elle plaide d'abord pour l'équilibre fragile d'un système néocolonial basé sur la dépendance et les profits privés. Elle dit refuser « d'ajouter de la fragilité à la fragilité ». Mais c'est précisément ce que produit la poursuite de ces dispositifs, qui creusent les inégalités et maintiennent une majorité de la population dans l'insécurité sociale.

La majorité reste abandonnée

Le gouvernement promet de « lutter contre la fraude », de « faire des économies ». Jamais il ne parle de lutter contre la vie chère causée par la surrémunération versée par l'Etat, de renforcer les services publics, d'augmenter les bas salaires, de garantir le droit au logement, de soutenir les familles pauvres par la création d'activités génératrices de revenus, de protéger les jeunes victimes du chômage de masse.

En réalité, cette visite ressemble à tant d'autres : un déplacement éclair, quelques annonces calibrées pour calmer le patronat local, et un silence assourdissant sur les besoins réels de la population. Une preuve de plus que, pour Paris, La Réunion n'est pas un pays à développer mais à stabiliser — tant que l'argent public peut acheter la paix sociale.

Et pendant ce temps, les classes populaires continuent de payer la note.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Lutte contre la pénurie d'eau dans l'université du Nord de Madagascar

La coopération avec la Chine soutient l'accès à l'eau pour la communauté universitaire d'Antsiranana



L'Université Nord d'Antsiranana vient de franchir une étape majeure grâce à la mise en service d'un nouveau forage d'eau potable, réalisé avec l'appui technique de China Geo Corporation. En surgissant au centre du campus, cette eau claire, puisée à plus de 25 mètres, symbolise la réussite d'un chantier attendu et l'efficacité d'une coopération sino-malagasy tournée vers les besoins essentiels.

Après des années marquées par une pénurie d'eau, cette avancée représente une bouffée d'air pour les étudiants, les enseignants et les personnels. Moins de quarante-huit heures après l'installation des équipements chinois dans la cité universitaire Préfa-Vert, l'eau s'écoulait déjà, offrant au campus un début d'autonomie dans son approvisionnement. Même si ce forage ne couvre pour l'instant qu'une part des besoins, il constitue un tournant pour une communauté lassée par une pénurie chronique qui avait suscité plusieurs mouvements de protestation.

Ce succès illustre l'importance d'une collaboration internationale capable d'apporter des solutions rapides et adaptées aux réalités locales. La contribution de la Chine, par sa maîtrise technique et la rapidité d'exécution, montre combien des partenariats bien conçus peuvent renforcer des infrastructures vitales.

Toutefois, les étudiants rappellent que d'autres défis demeurent, notamment la rénovation urgente des dortoirs. Avec la croissance des écoles et facultés au sein de l'ancien Centre universitaire régional, la capacité d'hébergement ne suit plus.

Malgré ces enjeux, ce forage marque un signal fort : la coopération peut transformer concrètement le quotidien et soutenir l'avenir de toute une communauté universitaire.

M.M.

Oté

La koup kann biento va fini mé la fète sar pa la

Mézami la koup kann i tarde pa d'fini mél o rézilta sar mové, mèm lo pli mové koup nou la konète dopi in bon koup de tan-mèm pa la moityé d'lo rézilta atandi. Mèm pa in million d'tone alé oir ni pé brass dè million.

Konm bonpé dmoune issi mwin lé zanfàn plantèr é mèm mon papa lété sindikaliss plantèr é li la pass in bonpé d'son tan pou défann son profèssion, son prodikssion, épi son péi finalman.

Mwin lé fine dir kann sé inn shanss pou nou, a kondission i amenn lé shoz konm i fo. In zour m'a anparl la kane pars pou nou LaRényon sa sé inn shanss é m panss bonpé plantèr i doi panss konmsa é sa i aporte la prèv son rézilyanss.. Osinonsa l'avé pi in sèl pyé. Antouléka sé konmsa k'mi panss.

An atandan mi vé parl d'inn fète. In fète ni sa pa rovoir shak ané par raporte la sityassion mé mi rapèl bien kan l'avé bèf sharète, lo dèrnyé transpor téi mète in gayar bouké dsi la tète lo bèf é téi falé oir koman bèf té fyèr épi lo plantèr ossi... Apré kan la transporte kabnn in kamion lété dsi la kabine téi mète lo bouké.

Mi koné pa koman sa i sava pass sète ané, mé si i fé in fète sirésèrtin sar in fète kèr lour, in fète kèr trist.!

Justin